RÉPUBLIQUE FRANCAISE

Département de l'Isère - 3e circonscription

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 12 MARS 1978

UNION OUVRIÈRE et PAYSANNE pour la démocratie prolétarienne



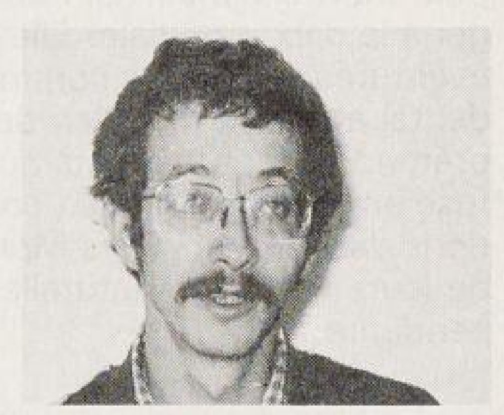
Michel Dubarry, 33 ans, ouvrier : candidat

Marié et père de deux enfants, il travaille à Rhône-Poulenc Textile. Ses parents sont ouvriers tous les deux et anciens résistants.

Depuis 1966 et pendant plus de six ans, il travaille à faire connaître la lutte des 3 peuples d'Indochine contre l'impérialisme américain et cela jusqu'à leur victoire finale en 1973.

Il travaille en 3 × 8 depuis 10 ans. Après le mouvement de mai et juin 1968, il est licencié de chez Progil. Depuis, il travaille à Rhône-Poulenc Textile. Il a participé avec ses camarades de travail à tous les mouvements de lutte contre les menaces de fermeture de l'usine.

Yvan Samson, 28 ans : suppléant



Il travaillait comme ouvrier dans l'imprimerie, mais aujourd'hui il est invalide à 80 % à la suite d'un accident de voiture.

Il a du s'inscrire en faculté où il s'est efforcé d'amener les étudiants à soutenir les luttes ouvrières : mineurs de la Mûre, ouvriers de Rhône-Poulenc. Lors de la sécheresse de 1976, il se rend chez les paysans de l'Oisans pour combattre la division créée par le gouvernement entre les ouvriers et les paysans à propos de "l'impôt sécheresse".

L'Union Ouvrière et Paysanne ne fait pas de promesses électorales. La bataille importante, c'est celle qui commence au lendemain des élections. Quelle que soit l'issue des élections, les travailleurs ne devront compter que sur leur luttes. Et depuis 45, tous les partis de droite ou de gauche ont participé à un gouvernement, sans que le capitalisme s'en porte plus mal. Seul le socialisme apportera un changement véritable.

L'Union Ouvrière et Paysanne présente 130 candidats sur toute la France — 60 % sont des ouvriers et des petits paysans, 20 % des employés. 20 % des candidats sont des femmes —.

Ces candidats reçoivent le soutien unitaire des marxistes-léninistes.

NOUS EN AVONS ASSEZ

La faillite de la droite

C'est le chômage qui ne cesse d'augmenter, les fermetures d'usines comme Collignon à Fontaine, le plateau Matheysin et la montagne condamnés à une mort lente. Tous les truquages gouvernementaux en peuvent cacher qu'il y a dans ce pays un million six cents mille chômeurs.

Six millions de salariés gagnent moins de 2 000 F par mois. Profitant des bas salaires et du chômage, des usines comme Allibert viennent s'installer dans la région pour repartir ensuite après avoir empôché la prime de "création d'emplois" comme à Mens.

• Chaque jour 13 travailleurs meurent assassinés à l'usine ou au chantier par la course au profit des capitalistes. C'est un million d'accidents du travail par an. Des milliers de travailleurs meurent des suites de maladies professionnelles comme la silicose, les produits chimiques intoxiquent les ouvriers et la population voisine.

Le travail en 3×8 se développe comme dans toutes les grandes usines de la circonscription. Ce travail apporte des déséquilibres et des troubles graves : fatigue, ulcères, vieillissement prématuré.

C'est pourquoi, avec ces travailleurs, l'U.O.P. lutte pour : la suppression du travail posté en 2×8 et 3×8 partout où il n'est pas nécessaire. La réduction de la journée de travail à 6 heures avec embauche d'une cinquième équipe, une cantine d'entreprise, la retraite à 55 ans pour tous les postés.

• Les paysans de la montagne sont chassés de leur terre par les promoteurs, le Crédit Agricole et les trusts laitiers. Ou bien ils sont réduits au rôle de "jardiniers de la montagne". Non, le tourisme n'est pas une solution pour les petits producteurs comme le disent les partis de droite et de gauche. C'est pourquoi avec eux, l'U.O.P. affirme le droit des paysans de vivre et travailler au pays. Exige le ramassage du lait dans toutes les zones de la montagne, son paiement à un prix supérieur à celui des plaines. Demande l'embauche prioritaire des habitants pendant la saison d'hiver. S'oppose à la fermeture des écoles rurales.

• Ce sont les projets irresponsables du gouvernement en matière nucléaire au mépris de la vie et de la sécurité de centaines de milliers de personnes comme dans la région de Malville.

• Ce sont les libertés politiques qui sont menacées. L'inculpation de responsables grévistes, les attaques policières contre les usines occupées, les crimes racistes, la répression des manifestations et l'expulsion de réfugiés politiques. La récente et scandaleuse collaboration avec la police et la justice allemande est lourde de menaces plus graves encore.

• C'est une politique extérieure discréditée. Elle se manifeste par des concessions importantes aux deux super-puissances U.S.A. et U.R.S.S. et par la participation à la soi-disant détente de Brejnev. Ces deux super-puissances se disputent pour mettre la main sur l'Europe et font courir un grave danger à la paix mondiale. Elle se manifeste également par des aventures agressives comme dernièrement au Sahara Occidental et par le maintien de la domination coloniale sur les prétendus départements ou territoire d'Outre-mer. Elle refuse enfin de prendre en considération les justes revendications des pays du Tiers-Monde qui s'unissent pour disposer de leurs richesses naturelles et édifier une économie indépendante.

*
* *

Voilà le bilan de la droite, des Giscard-Barre-Chirac. Ce qu'ils veulent c'est que ça continue, Chirac cherche même à rassembler contre les luttes de demain ce qu'il y a de plus réactionnaire et de conservateur dans ce pays.

Et avec la gauche, est-ce que ça peut changer ?

Leur querelle montre que ce n'est pas le sort des travailleurs qui préoccupe le P.S. et le P.C.F. Mais bien d'avoir le plus d'influence, le plus de ministres possible dans un gouvernement de "gauche".

Mitterrand et Rocard, dirigeants du P.S., ont souhaité publiquement le succès du plan Barre et ils sont prêts demain à gouverner avec Giscard pour faire payer la crise aux travailleurs.

Le P.S. ne fait pas de "virage à droite", il reste ce qu'il a toujours été : un parti prêt à gérer loyalement le capitalisme.

Quant aux dirigeants du P.C.F., qui pourrait faire confiance à Marchais, qui s'égosillait il y a trois ans pour appeler à une Union du peuple de France, avec les petits et moyens patrons, les cadres, les hauts fonctionnaires, les gaullistes, et qui fait passer aujourd'hui le P.C.F. pour le parti des pauvres, pour le défenseur de la classe ouvrière ?

Pourquoi sa conversion brutale à l'autogestion qu'il avait si violemment combattue ? Pourquoi le bouleversement total à 6 mois des élections de sa politique de défense ? La vérité c'est que pour les dirigeants du P.C.F., l'essentiel, ce n'est pas ce qu'ils disent à un moment ou à un autre, mais de parvenir au pouvoir.

Ce qu'ils veulent, c'est l'établissement d'un capitalisme d'Etat, c'est-à-dire :

• une très large extension du secteur nationalisé qui permettrait de contrôler toute l'économie. Mais les nationalisations ne changent pas la nature capitaliste de l'économie : les travailleurs de Renault, les mineurs, ne subissent-ils pas comme les autres travailleurs la même exploitation ?

• Ce serait la confusion totale entre l'Etat et le parti, entre les hauts fonctionnaires et ses permanents, les dirigeants des entreprises nationalisées et ses propres hommes, les syndicats qu'il contrôle et la maîtrise à l'usine.



L'encadrement systématique des travailleurs viendrait alors s'ajouter à toutes les forces actuelles de répression par le pouvoir d'Etat.

Pour en sortir, que propose l'U.O.P. ?

Nous le savons, après mars 78, quand nous lutterons, les uns nous accuseront de saboter l'économie, les autres tenteront de dénaturer nos revendications et de dévoyer nos actions au profit de leur projet capitaliste. Nous refusons de servir de masse de manœuvre aux affrontements entre les partis bourgeois de droite et de gauche. Ce qu'il faut, c'est ***nous organiser indépendamment de ces partis, c'est jeter les bases d'un large front,*** capable de faire aboutir nos revendications. Ce front permettra d'affirmer notre volonté d'en finir avec le système capitaliste.

Ce que nous voulons, c'est le socialisme. Non pas du tout cette caricature représentée par l'U.R.S.S. et par certains pays de l'Est, cela n'a rien à voir avec le socialisme. Le socialisme est aujourd'hui une réalité pour le tiers de la population mondiale.

Le socialisme que nous voulons, c'est celui où l'immense majorité, c'est-à-dire la classe ouvrière et avec elle les petits paysans et toutes les masses populaires assument réellement le pouvoir et la direction non seulement des entreprises mais aussi de toute la société.

VOTEZ POUR LES CANDIDATS DE L'U.O.P.

Ecrivez à l'U.O.P., Jean CHERHAL / B.P. 700 - 38033 GRENOBLE CEDEX
C.C.P. Gilles KUNTZ 900-89 F Grenoble

Imp. Reproset - Grenoble